

Chambre 19 jours sur 22 jours de séance, et a répondu à 70 questions sur la situation économique actuelle. Si les membres de l'opposition n'ont pas encore eu le temps de parler des problèmes économiques, j'en suis vraiment navré pour eux.

M. Woolliams: Pas très fort, cet argument.

M. Lumley: Les députés des deux côtés de la Chambre ont déclaré que c'est le manque de confiance qui est le principal problème de la situation économique actuelle. A mon avis, les discours des membres de l'opposition à propos du débat sur le bill à l'étude, ne font que saper davantage la confiance du pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Lumley: Après la conférence de Québec d'il y a quelques semaines, un journaliste distingué de la tribune de la presse a parlé de séances de matraquage du Canada. On s'aperçoit en effet que, dans le débat que nous venons d'écouter au cours de l'heure et demie qui vient de s'écouler, l'opposition n'a pas fait une seule remarque positive.

Le député d'York-Simcoe vient de parler il y a quelques instants de la période de temps allouée à ce débat. Il se souviendra peut-être qu'à l'occasion du dernier budget, le gouvernement avait défini comment le temps serait réparti lorsque la Chambre se constituerait en comité plénier et lors de l'étape de la troisième lecture. Le leader de l'opposition à la Chambre, entre autres, a affirmé aujourd'hui que cela ne correspondait pas à ce qu'il entend dans sa circonscription. Dans la mienne, on me dit: «Que faites-vous là-bas? Qui mène le gouvernement? Faites quelque chose et qu'on entende moins de discours creux à la Chambre».

Une voix: Voilà qui est agréable à entendre de votre part.

M. Lumley: Les discours creux ne sont pas de nous, monsieur l'Orateur, ils sont l'apanage exclusif des députés de l'opposition.

Depuis neuf jours, ceux-ci tentent d'attaquer subrepticement la GRC à l'occasion du débat sur le budget. Si les députés de l'opposition sont si intéressés aux questions économiques, pourquoi ne s'en sont-ils pas tenus aux dispositions du bill C-11? Pourquoi ont-ils trouvé le moyen de parler de tout sauf des questions économiques? J'estime qu'ils se sont bel et bien appliqués à prononcer des discours creux. Lorsque le leader de l'opposition à la Chambre visite sa circonscription, je suis sûr que, comme dans ma circonscription, ce que les gens ont à lui dire est à l'opposé de ce qu'il a déclaré à la Chambre aujourd'hui.

Voyons les faits tels qu'ils sont. Par exemple, Le NPD a souligné à six ou sept reprises que le bill C-11 accordait aux sociétés et aux riches des avantages fiscaux de l'ordre de 1.2 milliard de dollars. J'aimerais renseigner le NPD à ce sujet. D'abord, aux termes du bill C-11, environ 500 millions de dollars seront versés pour l'année 1977-1978 sous forme de remises d'impôt sur le revenu des particuliers et un autre 1.2 milliard de dollars pour 1978-1979. Le gouvernement a augmenté de \$50 les déductions d'impôt pour les enfants à charge âgés de moins de 18 ans et accordé une autre réduction d'impôt de \$100 pour les gens à revenu moyen ou faible. Je ne vois pas comment il s'agirait d'avantages fiscaux que, de l'avis

Attribution de temps

des députés du NPD, nous avons consentis aux sociétés et aux riches.

L'opposition officielle a exposé sa doctrine en ce qui concerne le système de la libre entreprise. Depuis neuf jours, et je pourrais même parler des six premiers jours du débat sur le budget, les députés NPD nous ont reproché d'accorder trop de stimulants fiscaux à la grande industrie. Permettez-moi de fournir quelques exemples de stimulants fiscaux dont dépendent nombre de décisions concernant les investissements. Plus la Chambre retarde l'adoption de ce projet de loi, plus le monde des affaires en tiendra l'opposition responsable. De quel genre de stimulants les députés de l'opposition veulent-ils parler? Ils disent qu'on devrait favoriser davantage les petites entreprises. Décidément, ils n'ont pas lu le projet de loi et ils ne savent pas ce que le gouvernement a fait pour la petite entreprise grâce aux deux dernières mesures fiscales.

Permettez-moi d'énumérer quelques stimulants fiscaux. Il y a tout d'abord la déduction pour inventaire de 3 p. 100. Le député de York-Simcoe qui est un ancien homme d'affaire est au courant des problèmes de liquidités. N'est-il pas en faveur de cette déduction de 3 p. 100? En outre, le crédit d'impôt sur les placements a été prolongé de trois ans. Les honorables vis-à-vis parlent constamment des stimulants fiscaux pour l'expansion régionale. Le gouvernement actuel a eu recours pour la première fois à une mesure fiscale pour porter les crédits d'impôt sur les placements à 7.5 et 10 p. 100 dans certaines régions désignées du pays. L'opposition ne veut-elle pas favoriser l'expansion régionale au Canada?

M. Alkenbrack: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Lumley) peut-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement désire emprunter un montant supplémentaire de 9 milliards et à quoi servira cet emprunt très élevé?

M. Lumley: C'est une question peu sérieuse, monsieur l'Orateur. Si le député se reporte à la dette nationale et la considère comme un pourcentage du produit national brut, il constatera qu'elle n'a pas changé de plus de 2 p. 100 depuis dix ans. S'il veut analyser la dette canadienne, monsieur l'Orateur, je lui suggère de consulter encore une fois les livres.

• (2032)

Je crois que le député de Spadina (M. Stollery) a dit aujourd'hui que l'opposition officielle n'avait eu qu'un seul rédacteur officiel pour rédiger 27 discours. L'un des leitmotiv de leur discours, c'est que nous sommes le pays le plus taxé du monde. Les statistiques de l'OCDE montrent que nous n'étions ni les plus taxés, ni les moins, mais dans la moyenne. Un autre moyen de déformer les faits, c'est de choisir des statistiques au hasard. Dans leurs discours les députés du Nouveau parti démocratique n'ont pas cessé de dire que le budget devrait créer des emplois. Tout le monde ici semble oublier que le gouvernement est celui qui a créé le plus d'emplois parmi tous les pays industrialisés du monde.

Des voix: Bravo!

M. Lumley: Non seulement nous venons en tête dans ce domaine, mais nous avons créé deux fois plus d'emplois que le pays qui se trouve en meilleure posture, c'est-à-dire que les États-Unis.